

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met Ambtenarenzaken;
Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 3 april 1995 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 20 van het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, wordt door de volgende tekst vervangen :

« Artikel 20. De kandidaturen moeten ingediend worden bij de Directeur-generaal van het bestuur waaronder de inrichting ressorteert, binnen de tien werkdagen die volgen op de datum van de bekendmaking of de betekening van de ambtsvacature. ».

Art. 2. Artikel 21, lid 2, van hetzelfde besluit, wordt door de volgende tekst vervangen :

« Elke gegadigde beschikt over vijf werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de conclusies van het verslag om aan de Voorzitter van de Raad zijn schriftelijke opmerkingen kenbaar te maken. ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1203

[C — 27192]

2 MARS 1995

Arrêté du Gouvernement wallon autorisant la destruction du pigeon ramier dans certaines cultures de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 6^{ter} et 7^{ter};

Vu la Convention internationale pour la protection des oiseaux, signée à Paris le 18 octobre 1959, notamment l'article 6;

Vu la Directive 79/409 du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment l'article 9, 1, a);

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 octobre 1985 attribuant aux ingénieurs principaux, chefs de service du Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche certains pouvoirs conférés à l'Exécutif par la loi du 28 février 1882 sur la chasse et par les arrêtés pris en exécution de cette loi, notamment l'article 1er;

Considérant qu'il importe de prévenir les dommages importants causés par le pigeon ramier dans certaines cultures et à des époques déterminées;

Considérant qu'à cette fin il n'existe pas d'autre solution satisfaisante que le tir du pigeon ramier;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. § 1er. Sont habilités à détruire le pigeon ramier :

a) le titulaire du droit de chasse sur les terres où la destruction est envisagée, ou ses délégués;

b) l'occupant des terres où la destruction est envisagée, ou ses délégués.

Le droit de destruction revient prioritairement au titulaire du droit de chasse. Celui-ci abandonne son droit de priorité au profit de l'occupant par un document écrit et signé par lui.

Ce document mentionne au minimum les noms, prénoms et adresses des deux intéressés ainsi que la localisation précise des terres en cause. L'occupant ou les personnes que celui-ci délègue doivent être porteurs de ce document au moment où ils exercent la destruction.

Au cas où le titulaire du droit de chasse use de son droit de destruction d'une manière jugée insuffisante par l'occupant et refuse de se désister au profit de ce dernier, l'occupant pourra solliciter auprès du directeur ou du chef d'inspection forestière compétent pour le territoire l'autorisation, pour lui-même ou son délégué, de détruire le pigeon ramier.

§ 2. Pour pouvoir procéder à la destruction du pigeon ramier lui-même ou par l'intermédiaire d'un délégué, le titulaire du droit de chasse doit :

a) être munis d'un permis de chasse valable pour l'année cynégétique en cours;

b) pouvoir exercer légalement son droit de chasse sur les terres où la destruction est projetée.

Ces conditions ne sont pas requises pour l'occupant.

Le titulaire du droit de chasse ou l'occupant peuvent, sous leur propre responsabilité, charger de la destruction un seul délégué par cinq hectares ou fraction de cinq hectares. Les délégués doivent être munis d'un permis de chasse valable ou, à défaut, être gardes assermentés du titulaire du droit de chasse ou de l'occupant. La délégation doit se faire par écrit.

A l'exception de l'occupant, les personnes procédant à la destruction doivent être porteuses de leur permis de chasse ou pouvoir prouver qu'elles ont la qualité de garde assermenté au moment où elles exercent la destruction. En outre, les délégués du titulaire du droit de chasse ou de l'occupant doivent être porteuses de la délégation écrite visée à l'alinéa précédent.

Art. 2. La destruction du pigeon ramier est autorisée pendant le jour uniquement :

- a) du 1er mars au 30 juin 1995 :
dans les cultures de lins situées dans les provinces de Hainaut ou de Namur, et dans les arrondissements administratifs de Nivelles, de Huy, de Liège ou de Waremme;
- b) du 1er mars 1995 au 31 août 1995 :
dans les cultures de féveroles, de pois et de chicorées à café (*Cichorium intybus L.*) situées dans les provinces de Hainaut ou de Namur, et dans les arrondissements administratifs de Nivelles, de Huy, de Liège ou de Waremme;
- c) du 1er mai 1995 au 30 juin 1995 et du 15 août 1995 au 30 juin 1996 :
dans les cultures de colza d'hiver et de printemps situées en Région wallonne;
- d) du 1er avril 1995 au 15 novembre 1995 :
dans les cultures de tournesol situées en Région wallonne.

Art. 3. Pour la destruction du pigeon ramier, seuls les fusils à canon lisse et des cartouches à plomb peuvent être utilisés, à l'exclusion de toute arme semi-automatique ou automatique dont le chargeur peut contenir plus de deux cartouches.

Dans la mesure où l'occupant ou le délégué de celui-ci ou du titulaire du droit de chasse ne sont pas titulaires d'un permis de chasse, ils doivent avoir souscrit une assurance couvrant leur responsabilité civile pour la période de destruction dans les mêmes conditions que celles relatives au permis de chasse. Au moment où ils procèdent à la destruction, ils doivent être porteuses du certificat d'assurance en question.

Art. 4. En dehors de la période allant du jour d'ouverture jusques et y compris le dixième jour après fermeture de la chasse au pigeon ramier, les pigeons ramiers tirés dans le cadre des dispositions du présent arrêté sont :

- a) soit destinés à la consommation personnelle de la personne qui les a tirés;
- b) soit remis à une institution de bienfaisance à l'intervention de l'ingénieur chef de cantonnement compétent pour le territoire où la destruction a eu lieu;
- c) soit détruits sur place.

En aucun cas, ils ne peuvent être transportés en dehors du territoire de la région visée à l'article 2 en fonction des différentes cultures à défendre.

Art. 5. Les personnes procédant à la destruction du pigeon ramier sont tenues :

- a) d'avertir préalablement l'ingénieur chef de cantonnement compétent pour le territoire où la destruction est projetée; cet avertissement mentionnera les parcelles concernées;
- b) d'exhiber les documents visés aux articles du présent arrêté à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 6. En cas de non-respect d'une des dispositions prévues par le présent arrêté, l'intéressé est réputé avoir agi sans droit de destruction.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1203

[C — 27192]

2. MÄRZ 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung

zwecks Genehmigung der Vernichtung der Ringeltaube in gewissen Kulturen der Wallonischen Region

Aufgrund des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882, insbesondere der Artikel 6ter und 7ter;

Aufgrund der am 18. Oktober 1959 in Paris unterzeichneten Internationalen Vereinbarung über den Vogelschutz, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund der Richtlinie 79/409 des Rates der Europäischen Gemeinschaften von 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vögel, insbesondere des Artikels 9 1 a;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 2. Oktober 1985, der den dienstleitenden Hauptingenieuren des Forst-, Jagd- und Fischereidienstes gewisse Befugnisse zuteilt, die der Exekutive durch das Jagdgesetz vom 28. Februar 1882 und durch die Durchführung dieses Gesetzes herausgegebenen Erlasse erteilt worden sind, insbesondere des Artikels 1;

In der Erwägung, daß es wichtig ist, den großen Schäden, die die Ringeltauben zu bestimmten Zeiträumen in gewissen Kulturen anrichten, vorzubeugen;

In der Erwägung, daß zu diesem Zweck keine andere Lösung als das Beschießen der Ringeltaube vorhanden ist;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. § 1. Folgende Personen sind befugt, die Ringeltaube zu vernichten:

- a) der Jagdberechtigte auf den Anbauflächen, wo die Vernichtung vorgesehen ist, oder seine Beauftragten;
- b) der Benutzer der Anbauflächen, wo die Vernichtung vorgesehen ist, oder seine Beauftragten.

Das Recht auf Vernichtung kommt mit Vorrang dem Jagdberechtigten zu. Dieser überläßt dem Benutzer sein Vorrangrecht mittels eines von ihm unterzeichneten Schriftstücks. Dieses Schriftstück gibt mindestens die Namen, Vornamen und Anschriften der beiden Beteiligten sowie die genaue Lokalisierung der betroffenen Anbauflächen an. Der Benutzer oder die von ihm beauftragten Personen müssen im Besitze dieses Schriftstücks sein, wenn sie die Vernichtung vornehmen.

Wenn der Jagdberechtigte nach Meinung des Benutzers einen unzureichenden Gebrauch seines Vernichtungsrechts macht und wenn er sich weigert, dem Benutzer sein Vorrangrecht zu überlassen, darf der Benutzer für sich selbst oder seinen Beauftragten beim für das Gebiet zuständigen Direktor oder Forstinspektionschef eine Genehmigung zwecks der Vernichtung der Ringeltaube einholen.

§ 2. Um selbst oder durch Vermittlung eines Beauftragten die Vernichtung der Ringeltaube vorzunehmen, muß der Jagdberechtigte:

- a) einen für die laufende Jagdsaison gültigen Jagdschein bei sich haben;
 - b) sein Jagdrecht auf den Anbauflächen, wo die Vernichtung vorgesehen ist, rechtmäßig ausüben können.
- Diese Bedingungen werden für den Benutzer nicht erfordert.

Der Jagdberechtigte oder der Benutzer können auf ihre eigene Verantwortung eine einzige Person für je fünf Hektar oder pro Stück von fünf Hektar mit dieser Vernichtung beauftragen. Die Beauftragten müssen im Besitze eines gültigen Jagdscheins sein oder mangels dessen vereidigte Aufseher des Jagdberechtigten oder des Benutzers sein. Diese Bevollmächtigung hat schriftlich zu erfolgen.

Mit Ausnahme des Benutzers müssen die die Vernichtung vornehmenden Personen ihren Jagdschein bei sich haben oder beweisen können, daß sie die Eigenschaft eines vereidigten Aufsehers haben, wenn sie die Vernichtung vornehmen. Außerdem müssen die Beauftragten des Jagdberechtigten oder des Benutzers im Besitze der im vorangegangenen Absatz erwähnten schriftlichen Bevollmächtigung sein.

Art. 2. Die Vernichtung der Ringeltaube darf nur tagsüber wie folgt vorgenommen werden:

- a) vom 1. März bis zum 30. Juni 1995:
auf den Flachsfeldern, die in den Provinzen Hennegau und Namur und in den Verwaltungsbezirken Nivelles, Huy, Lüttich oder Waremmen gelegen sind;
- b) vom 1. März 1995 bis zum 31. August 1995:
auf den Feldbohlen-, Erbsen- und Kaffeezichoriefeldern (*Cichorium intybus L.*), die in den Provinzen Hennegau und Namur und in den Verwaltungsbezirken Nivelles, Huy, Lüttich oder Waremmen gelegen sind;
- c) vom 1. Mai 1995 bis zum 30. Juni 1995 und vom 15. August 1995 bis zum 30. Juni 1996:
auf den Winter- und Frühlingsrapfeldern, die in der Wallonischen Region gelegen sind;
- d) vom 1. April 1995 bis zum 15. November 1995:
auf den Sonnenblumenfeldern, die in der Wallonischen Region gelegen sind.

Art. 3. Für die Vernichtung der Ringeltaube dürfen nur Gewehre mit glattem Lauf und Schrotpatronen benutzt werden, mit Ausnahme jeder halbautomatischen bzw. automatischen Waffe, deren Magazin mehr als zwei Patronen enthalten kann.

Soweit der Benutzer oder der Beauftragte des Benutzers bzw. des Jagdberechtigten keinen Jagdschein innehaben, müssen sie eine Haftpflichtversicherung für die Dauer der Vernichtung unter denselben Bedingungen wie denen betreffend den Jagdschein abgeschlossen haben. Wenn sie die Vernichtung vornehmen, müssen sie den betreffenden Versicherungsschein bei sich haben.

Art. 4. Außerhalb der Periode, die sich vom Tage der Öffnung bis einschließlich zum zehnten Tag nach der Schließung der Jagd auf die Ringeltaube erstreckt, werden die im Rahmen der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erschossenen Ringeltauben:

- a) entweder für den privaten Verbrauch der Person, die sie erschossen hat, bestimmt;
- b) oder einer Wohltätigkeitseinrichtung durch Vermittlung des Forstamtchefsingenieurs, der für das Gebiet zuständig ist, auf dem die Vernichtung stattgefunden hat, übergeben;
- c) oder an Ort und Stelle vernichtet.

Auf keinen Fall dürfen sie außerhalb des Gebiets der in Artikel 2 erwähnten Region je nach den verschiedenen zu schützenden Kulturen transportiert werden.

Art. 5. Die die Vernichtung der Ringeltaube vornehmenden Personen sind verpflichtet:

- a) den Forstamtchefsingenieur, der für das Gebiet zuständig ist, auf dem die Vernichtung vorgesehen ist, davon im voraus zu benachrichtigen; diese Benachrichtigung wird die betroffenen Parzellen angeben;
- b) auf jedes Verlangen der in Artikel 24 des Jagdgesetzes vom 28. Februar 1882 erwähnten Bediensteten die in den Artikeln des vorliegenden Erlasses angegebenen Dokumente vorzuzeigen.

Art. 6. Bei der Nichtbeachtung einer der im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Bestimmungen wird betrachtet, daß der Betroffene als ohne Vernichtungsrecht gehandelt hat.

Art. 7. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage, der seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Art. 8. Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C — 27192]

N. 95 — 1203

**2 MAART 1995. — Besluit van de Waalse Regering
waarbij de bestrijding van de houtduif wordt toegestaan in zekere teelten van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, inzonderheid op artikelen 6 ter en 7 ter;

Gelet op het Internationaal Verdrag tot bescherming van vogels, ondertekend te Parijs op 18 oktober 1959, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de Richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 betreffende de bescherming van wilde vogels, inzonderheid op artikel 9, 1, a;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 oktober 1985 tot toekenning aan de eerstaanwezend ingenieurs-hoofd van dienst van de Dienst Bossen, Jacht en Visserij van bepaalde machten die aan de Executieve zijn opgedragen door de wet van 28 februari 1882 op de jacht en de uitvoeringsbesluiten van die wet, inzonderheid op artikel 1;

Overwegende dat het geboden is belangrijke schade te voorkomen, die door de houtduiven aan sommige teelten aangericht worden tijdens sommige periodes;

Overwegende dat er daartoe geen andere bevredigende beslissing bestaat dan het schieten van de houtduif;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Volgende personen zijn gemachtigd de houtduif te bestrijden :

a) de titularis van het jachtrecht op de terreinen waar de bestrijding zal plaatsvinden, of zijn afgevaardigden;

b) de gebruiker van de terreinen waar de bestrijding zal plaatsvinden, of zijn afgevaardigden.

Het bestrijdingsrecht komt bij voorrang toe tot de titularis van het jachtrecht. Hij staat zijn voorrangrecht af aan de grondgebruiker bij middel van een ondertekend en geschreven dokument. Dit dokument vermeldt ten minste de namen, voornamen en adressen van de twee belanghebbenden, alsook de nauwkeurige ligging van de betrokken gronden. De grondgebruiker of zijn afgevaardigden moeten dit dokument bij zich hebben wanneer zij overgaan tot de bestrijding.

Indien de titularis van het jachtrecht zijn bestrijdingsrecht volgens de grondgebruiker onvoldoende gebruikt en weigert er afstand van te doen ten voordele van de grondgebruiker, kan deze aan de directeur of aan het hoofd van de houtvesterij bevoegd voor het grondgebied de machtiging voor de bestrijding van de houtduif voor hemzelf of zijn afgevaardigde vragen.

§ 2. Om zelf of door toedoen van een afgevaardigde tot de bestrijding van de houtduif te kunnen overgaan, moet de titularis van het jachtrecht :

a) houder zijn van een geldig jachtverlof voor het lopend jachtseizoen;

b) zijn jachtrecht wettelijk kunnen uitoefenen op de gronden waar de bestrijding voorzien is.

Deze voorwaarden zijn niet toepasselijk op de grondgebruiker.

De titularis van het jachtrecht of de grondgebruiker kunnen, onder eigen verantwoordelijkheid, één enkel afgevaardigde per vijf hectare of deel van vijf hectare belasten met de bestrijding. De afgevaardigden moeten houder zijn van een geldig jachtverlof of, bij gebreke, beëdigde wachters zijn van de titularis van het jachtrecht of van de grondgebruiker. Deze machtiging moet schriftelijk gebeuren.

De grondgebruiker uitgezonderd, moeten zij die overgaan tot de bestrijding houder zijn van hun jachtverlof of kunnen bewijzen dat zij beëdigde wachters zijn op het ogenblik van de bestrijding. Bovendien moeten de afgevaardigden van de titularis van het jachtrecht of van de grondgebruiker in het bezit zijn van de in het vorig lid bedoelde schriftelijke machtiging.

Art. 2. De bestrijding van de houtduif is enkel overdag gemachtigd :

a) van 1 maart tot 30 juni 1995 :

in de vlasteelten van de provincies Henegouwen of Namen, en in de administratieve arrondissementen van Nijvel, Hoei, Luik of Borgworm;

b) van 1 maart 1995 tot 31 augustus 1995 :

in de bonen-, erwten- en cichoreiteelt (*Cichorium intybus L.*) van de provincies Henegouwen of Namen, en in de administratieve arrondissementen van Nijvel, Hoei, Luik of Borgworm;

c) van 1 mei 1995 tot 30 juni 1995 en van 15 augustus 1995 tot 30 juni 1996 :

in de winter- en lentekoolzaadteelten van het Waalse Gewest;

d) van 1 april 1995 tot 15 november 1995 :

in de zonnebloemteelten van het Waalse Gewest.

Art. 3. Voor de bestrijding van de houtduif mogen alleen geweren met een gladde loop en hagelatronen gebruikt worden, met uitzondering van elk half-automatisch of automatisch wapen waarvan de patroonhouder meer dan twee patronen kan bevatten.

Indien de grondgebruiker of zijn afgevaardigde of de afgevaardigde van de titularis van het jachtrecht geen jachtverlof bezitten moeten zij een burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering ondertekend hebben voor de bestrijdingsperiode onder dezelfde voorwaarden dan die die betrekking hebben op het jachtverlof. Wanneer zij tot de bestrijding overgaan moeten zij in het bezit zijn van het bedoelde verzekeringsgetuigschrift.

Art. 4. Buiten de periode van de openingsdag tot de tiende dag na de sluiting van de jacht op de houtduif worden de houtduiven, die geschoten zijn overeenkomstig de bepalingen van dit besluit :

a) hetzij bestemd voor het persoonlijk verbruik van de persoon die ze geschoten heeft;

b) hetzij overhandigd aan een welzijnsinstelling door toedoen van de ingenieur-hoofd van de houtvesterij bevoegd voor het gebied waar de bestrijding gebeurde;

c) hetzij ter plaatse vernietigd.

In geen enkel geval mogen zij vervoerd worden buiten het gebied van de in artikel 2 bepaalde streek, rekening houdend met de verschillende te beschermen teelten.

Art. 5. De personen die overgaan tot de bestrijding van de houtduif zijn ertoe gehouden :

a) de ingenieur-hoofd van de houtvesterij bevoegd voor het gebied waar de bestrijding zal plaatsvinden voorafgaand te verwittigen; deze kennisgeving vermeldt de betrokken percelen;

b) de in de artikelen van dit besluit vermelde documenten te tonen op elk verzoek van de agenten bedoeld in artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882.

Art. 6. Indien één van de bepalingen van dit besluit niet nageleefd wordt, wordt de belanghebbende geacht te hebben gehandeld zonder bestrijdingsrecht.

Art. 7. Dit besluit wordt van kracht op de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C — 21150]

11 AVRIL 1995. — Arrêté royal réglant le transfert des membres et des membres du personnel du Bureau du Plan au Bureau fédéral du Plan

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 130, § 1er;

Vu le protocole n° 40 du 28 février 1995 du Comité de secteur IV;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 6 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté,

1° il faut entendre par « membres du personnel » : les membres du personnel nommés à titre définitif et les agents engagés par contrat de travail;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail visé au 1°, est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, si le contrat omet de faire mention de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. Les membres du Bureau du Plan dont les noms sont repris à l'annexe 1, sont transférés suivant leur rôle linguistique au Bureau fédéral du Plan.

Art. 3. Les membres du personnel du Bureau du Plan dont les noms sont repris à l'annexe 2, sont transférés suivant leur rôle linguistique au Bureau fédéral du Plan.

Art. 4. § 1er. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au Bureau du Plan, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si au Bureau fédéral du Plan, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée au Bureau du Plan, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 2. Les membres du personnel soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent après leur transfert le dernier signalement qui leur a été attribué.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C — 21150]

11 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot regeling van de overdracht van de leden en de personeelsleden van het Planbureau naar het Federaal Planbureau

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 130, § 1;

Gelet op het protocol nr 40 van 28 februari 1995 van het Sectorcomité IV;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken gegeven op 6 februari 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1 Voor de toepassing van dit besluit,

1° moet worden verstaan onder « personeelsleden » : de vastbenoemde personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden;

2° wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst bedoeld bij 1° in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

Art. 2. De leden van het Planbureau waarvan de namen in bijlage 1 vermeld worden, worden volgens hun taalrol naar het Federaal Planbureau overgedragen.

Art. 3. De personeelsleden van het Planbureau waarvan de namen in bijlage 2 vermeld worden, worden volgens hun taalrol naar het Federaal Planbureau overgedragen.

Art. 4. § 1. Voor de personeelsleden die bij het Planbureau belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij bij het Federaal Planbureau vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij bij het Planbureau uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de Rijksbesturen geacht de hogere functie verder te blijven uitoefenen.

§ 2. De personeelsleden die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden na hun overdracht de laatste beoordeling welke hun toegekend is.